Développement durable et territoires

Économie, géographie, politique, droit, sociologie

Vol.6, n°1 | Mars 2015

Géographie(s) et Droit(s)

L'essor de la résilience ou la promotion de nouvelles cultures du risque autour de l'adaptation aux changements climatiques ?

Retour du colloque « Changements climatiques et aménagements urbains : quels discours, quelles expériences à l'échelle urbaine ? », 82^e congrès de l'Acfas, 15 et 16 mai 2014, Université Concordia

Florence Rudolf

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/10736>

DOI : 10.4000/developpementdurable.10736

ISSN : 1772-9971

Éditeur

Association DD&T

Référence électronique

Florence Rudolf, « L'essor de la résilience ou la promotion de nouvelles cultures du risque autour de l'adaptation aux changements climatiques ? », *Développement durable et territoires* [En ligne], Vol.6, n° 1 | Mars 2015, mis en ligne le 31 mars 2015, consulté le 03 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/10736> ; DOI : 10.4000/developpementdurable.10736

Ce document a été généré automatiquement le 3 mai 2019.

Développement Durable et Territoires est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

L'essor de la résilience ou la promotion de nouvelles cultures du risque autour de l'adaptation aux changements climatiques ?

Retour du colloque « Changements climatiques et aménagements urbains : quels discours, quelles expériences à l'échelle urbaine ? », 82^e congrès de l'Acfas, 15 et 16 mai 2014, Université Concordia

Florence Rudolf

- 1 Lors de son 82^e congrès qui s'est tenu du 12 au 16 mai 2014 à l'université Concordia à Montréal, l'association francophone des savoirs (Acfas) a accueilli le colloque « changements climatiques et aménagements urbains : quels discours, quelles expériences à l'échelle urbaine ? »¹. Ce colloque, qui est le fruit d'une collaboration entre l'équipe d'accueil Architecture, morphologie/morphogenèse urbaine et projets (Amup, EA 7309) et l'équipe Génie Urbain de l'Université Paris Est (LEESU), visait à faire le point des inflexions sémantiques en matière de cyndinique (sciences des risques) dans le cadre de la crise climatique. Si l'intitulé du colloque ne faisait pas une place de choix à la notion de résilience, cette dernière était impliquée dans la conception du colloque par la présence de Bruno Barroca et de Maryline Di Nardio tout comme était impliqué un questionnement sur les formes d'inflexion de la culture du risque depuis Ulrich Beck par la présence de Florence Rudolf. Ces perspectives se sont confirmées avec le retour des propositions de communication avant le colloque et par les échanges entre les participants au cours de ce dernier. Il a donc été beaucoup question de nouvelles cultures du risque entre les doctorants et les chercheurs – issus des sciences sociales et de l'ingénieur – présents lors de ces journées. L'intérêt pour les politiques d'adaptation au détriment des politiques de mitigation (réduction des gaz à effet de serre) en réponse aux changements climatiques n'y est sans doute pas étranger. En dépit des nombreuses définitions dont elle peut faire l'objet, il est généralement admis que la résilience correspond à l'art de faire face aux situations de crise et de traumatisme. Les manières pour faire face étant multiples. Cela

peut aller de l'association de la résilience à la permaculture comme le propose Jean-Jacques Terrin dans un ouvrage récent où il définit la résilience à « la capacité d'un individu ou d'une communauté à résister aux chocs, à absorber les perturbations et anticiper les changements, à se réorganiser tout en conservant son identité, et enfin à développer sa capacité d'apprentissage et d'adaptation. Transposée en termes d'aménagement du territoire, d'urbanisme et d'architecture, la résilience aide à définir une société urbaine durable fondée sur les notions de solidarité, d'intégration des habitats humains et de microclimat : une société qui tiendrait davantage compte des êtres humains, des animaux, des plantes, des sols, des sous-sols et de l'eau... La gestion d'une société de ce type fait l'objet d'une large répartition des risques et des responsabilités. Elle est localisée car elle est basée sur des règles de modularité, de partage et d'éthique. La notion de feed-back, de retour d'information, y est essentielle : l'évaluation, la réactivité au changement, la gestion dite bottom-up – ou ascendante – en constituent les fondements. S'inspirant de la lecture de *Small is beautiful*, le slogan d'une société résiliente pourrait être : « il y a quelque sagesse dans la petitesse ! », (Terrin J.-J., *Le projet du projet Concevoir la ville contemporaine*, Marseille: Parenthèses, 2014, p. 56) à une approche plus technocratique et moderniste de cette dernière. Le colloque a donc permis d'explorer la résilience selon ses diverses potentialités et de discuter des diverses stratégies d'aménagement du territoire avancées au nom de la promotion de la résilience pour faire face aux changements climatiques. Nous rendons compte de ces échanges selon une architecture un peu différente de celle qui a prévalu lors de ces journées. Cette structuration suit le fil conducteur qui s'est effectivement dégagé de ces échanges.

- 2 Un des enjeux de l'adaptation a trait à l'orientation de cette nouvelle injonction. Les questionnements qui ont rythmé ses journées sans vraiment trouver à s'épuiser s'organisent de manière autour des préoccupations suivantes. Comment comprendre les incitations à l'adaptation après plusieurs décennies de communications sociales centrées sur l'épargne et l'évitement comme principe directeur des comportements et de l'action ? Alors qu'en mode de mitigation, c'est la contention du problème, voire son éviction, qui est recherchée, on peut s'interroger sur les visées du régime d'adaptation. A quoi convient-il de s'adapter sans plus de précision ? Aux effets des changements climatiques et aux nouvelles contraintes qui vont s'exercer sur les humains et les écosystèmes ? Ou aux logiques sociales qui ont contribué à cette situation ? S'agit-il de construire des formes de résilience pour éviter des dégâts imminents, mais en travaillant activement à infléchir les effets de capture qui contribuent à la détérioration du système climatique ou de gagner du temps ? Les stratégies d'adaptation, qu'on les qualifie de « résilientes » ou non, peuvent être motivées par des intérêts à court terme comme gagner du temps au risque de déléguer le problème aux générations futures, voire franchement cyniques comme gagner de nouveaux marchés ? Comme pour le développement durable, les politiques d'adaptation peuvent fédérer des projets assez contrastés quant à leur visée. Les politiques d'adaptation ne sont donc pas à l'abri de servir des enjeux contradictoires.
- 3 L'analyse de différentes opérations d'urbanisme et de conceptions architecturales et d'ingénieurs, promus au rang de démarches résilientes, permet de distinguer une variété de cultures de l'adaptation. Cette diversité invite à se méfier des mots valise dont un des travers est de semer l'illusion d'un accord ou d'une entente alors qu'ils recouvrent des orientations et des pratiques fort contrastées. La confrontation de différents projets d'adaptation en matière d'architecture et d'urbanisme révèle des paradigmes distincts en matière d'adaptation des territoires aux changements climatiques.

1. L'adaptation : une alliée de la résilience comme alternative aux figures du risque, du danger et de la vulnérabilité ?

- 4 Parmi les entrées plébiscitées par les acteurs en réponse à la crise climatique figure la promotion de nouvelles expressions à commencer par la référence à la résilience qui recoupait de nombreuses contributions à ce colloque, que ce soit à titre de support pour des récits inédits ou pour l'expérimentation de nouveaux outils ou de formes de médiation inventives.
- 5 Du côté des récits, on a pu suivre des communications consacrées aux différentes expressions qui communiquent l'idée de menace de nos jours, à commencer par celle de Florence Rudolf sur les sémantiques du risque et du danger (Florence Rudolf, Insa de Strasbourg), celles Béatrice Quenault (Béatrice Quenault, université Rennes 2) et de Bruno Barroca (Université Paris Est, Marne-la-Vallée) centrées sur la résilience ou celle de Monica Siroux explorant le programme de la transition énergétique (Monica Siroux, Insa de Strasbourg). Ces présentations ont permis de rappeler certains des paradoxes de la modernité en matière d'engrenage dans des risques globaux.
- 6 Par l'intérêt qu'elle réserve à l'émancipation des « hommes » par rapport aux déterminismes de toutes sortes, la modernité enjoint les humains à l'action, laquelle se décline en connaissances, en techniques et en art du gouvernement. Ces ressources sont mobilisées aux fins les plus diverses, fruits des rêves des humains. Les sociétés s'engagent dans des trajectoires de plus en plus sophistiquées dont les dérives appellent des correctifs éventuels. De nouveaux investissements dans les sciences et les techniques trouvent ainsi des justifications et alimentent la dynamique du développement. Cette sophistication génère un monde à la complexité croissante qui plutôt que de garantir une certaine souveraineté aux humains les en prive d'autant plus. À défaut d'être soumis à des déterminismes transcendants (extérieurs), les humains s'exposent à des effets de capture qu'ils ont engendrés par leur acharnement à s'émanciper. Si les discours structurés autour des nouveaux risques sont très clairs à ce propos, quid des propos organisés autour de la résilience et de la transition énergétique ? Les concepteurs de politiques publiques et de projets architecturaux et urbains sont-ils toujours convaincus de la pertinence des enseignements de la modernité tardive ? Sont-ils conscients des risques qu'ils font courir aux territoires en tentant de contenir des risques qu'ils risquent de redoublement par leurs solutions ? Ce questionnement entretient la conscience de la société du risque ; il assure la continuité des enseignements de la modernité tardive. Jusqu'à quel point l'invitation est-elle susceptible de se muer en inertie ? Entre précaution et inaction, le débat est lancé depuis la promotion de la précaution et connaît un regain actuellement.
- 7 À défaut de pouvoir se prononcer sur la frontière entre précaution et inaction, on peut néanmoins avancer que les grands récits structurés en alerte généralisée sont enclins à entrer dans des processus de résonance dont on ne voit pas la fin se profiler. De menaces globales en menaces globales auxquelles la société mondiale s'expose, on ne voit pas bien comment interrompre la logique de ce type de sémantique. Les opérations de relocalisation se présentent comme une manière séduisante d'échapper à cette dynamique propre aux « grands récits ». Elles s'imposent comme des stratégies de

bifurcation de ces sémantiques peu propices à l'action. Selon les promoteurs de la résilience, cette dernière présenterait l'avantage d'inviter à l'action sans pour autant abandonner le principe de précaution. Bien que moins ambitieuses en apparence, parce que locales et circonscrites à des situations précises et des événements singuliers, ces tentatives présentent l'avantage de rendre compte de réalisations susceptibles d'inverser des tendances lourdes et de faire émerger de nouvelles alliances et compétences psychologiques, cognitives, organisationnelles et institutionnelles. La brèche de l'intervention comme alternative à l'alerte et aux discours étant ouverte, les promoteurs d'un retour de l'action s'appliquent à en faire progresser la connaissance sous toutes ces formes. Les catalyseurs – outils et médiations impliqués dans ces formations résilientes – figurent au premier plan des analyses.

2. Ingrédients de la résilience : de la mise en récit à la conception d'outils et de pratiques de médiations : faire advenir des territoires résilients

- 8 De l'ensemble des expérimentations relatées dans ce colloque, force est de constater que la symbiose entre discours et pratiques pour faire exister des collectifs face à des menaces singulières s'est imposé comme un passage obligé de la montée en résilience des territoires. C'est de cette symbiose que procèdent chemin faisant, c'est-à-dire au cours de temporalités plus ou moins longues, des entités résilientes, c'est-à-dire susceptibles de se prendre en charge par rapport à différents risques et vulnérabilités acquis au cours de leur développement.
- 9 Bien que le vocable d'outil ait souvent dominé les échanges, c'est aussi de pratiques de médiation dont il était question. C'est autant l'instauration de cadres qui configurent l'action que la conception d'outils proprement dits que les études de cas ont relayées. En dépit de cette distinction, ce dont il était finalement question c'est de l'art de doter les mots de prises factuelles et tangibles afin que les acteurs puissent entrer en relation et en action par l'entremise de la mobilisation et de l'enrôlement de non-humains. Aussi c'est de l'exploration de différentes modalités de l'agir dont il a été question. Modalités susceptibles de permettre l'intrication entre mise en récit et en réseau des humains et des non-humains dans la lutte contre les changements climatiques. La puissance de l'alliance entre différents types de médiations, entre fiction et autres couplages, entre humains et non-humains est illustrée par les nombreuses communications qui se sont succédées sur ces deux jours. Pour le dire de manière plus explicite, sans se déclarer explicitement de la théorie de l'acteur réseau et de la sociologie pragmatique, ces référentiels formaient implicitement ou explicitement un arrière-plan auquel les études de cas parvenaient à se rattacher.
- 10 Ainsi, les communications de Benoit Robert (École polytechnique de Montréal) et de Didier Taverne (STS, Montpellier) ont insisté sur l'illusion d'outils performants en soi, c'est-à-dire indépendamment d'un contexte politique ou d'une volonté de mise en action de ces derniers. Aussi astucieuses et ingénieuses que soient des médiations comme des cartographies de vulnérabilités ou l'adoption de nouvelles procédures d'urbanisme, ces supports demeurent de peu d'effet s'ils ne sont pas couplés à des engagements d'acteurs, soit à l'adhésion à des récits qui confèrent du sens à leur démarche. Les outils sont activés ou a contrario rendus inertes par les acteurs qui s'en saisissent. Ces communications ont

montré que des recherche en apparence techniques, parce qu'elles décrivent précisément des arrangements ponctuels entre humains et non-humains, ne peuvent faire l'impasse sur les visions qui portent en creux ces efforts. Et lorsque cette articulation n'était pas suffisamment explicitée dans certaines présentations (Juliette Herry, Syndicat intercommunal d'aménagement du golfe du Morbihan ; Marilyne Di Nardo, université Paris Est Marne-la Vallée), ce sont les discussions qu'elles ont générées qui en ont révélé le caractère indispensable.

- 11 De manière générale, la réfutation de la neutralité des outils et la nécessité d'œuvrer à la formulation d'intentions en termes de projets et à leur articulation avec des outils et des ressources propres ont gagné en robustesse au fur et à mesure des échanges. Cette posture consiste à défendre la complémentarité entre différentes formes de médiation pour faire advenir des entités résilientes, c'est-à-dire susceptibles de prendre en charge leur destin face aux risques climatiques et aux conséquences qui leur sont associées. Cette préoccupation a été illustrée à différentes échelles spatio-temporelles avec une préférence pour les collectivités territoriales, mais pas exclusivement, il a été également question d'entreprises ou de ménages. Enfin, bien que le paradigme systémique ait été affirmé d'entrée de jeu comme une référence incontournable par les organisateurs du colloque – un effet conjoint de la référence à la complexité et à la résilience ? – la figure de l'acteur charismatique par l'entremise de la référence à la juste échelle et à l'engagement s'est imposée de bout en bout. Cette observation invite à réfléchir à la place que les politiques d'adaptation réservent au paradigme de l'action.

3. L'action au prisme de l'adaptation

- 12 Au terme de ces deux journées rythmées par des résultats de recherche, des visites de terrain et de nombreux débats, une des contributions principales de ce colloque aura été de réfléchir au statut de l'action humaine dans les dynamiques sociales, voire dans des dynamiques d'un autre ordre, qu'on qualifie de systémiques par commodité. La référence au système est intéressante parce qu'elle peut tout aussi bien désigner un être humain qu'une organisation sociale, une machine, un phénomène naturel ou vivant. Entre action et réponse systémique qu'est ce qui prévaut de nos jours quand on essaye de se représenter des dynamiques sociales et environnementales ? Si ce questionnement traverse l'histoire de la pensée occidentale, il fait référence à des controverses importantes en sociologie, incarnées par la « dispute » entre Habermas et Luhmann dans les années 1974 en Allemagne, ou encore par l'irruption de la sociologie de l'acteur réseau dans la sociologie française qui fait place à l'idée d'action ou d'*agentivité* distribuées entre humains et non humains. En dépit de leurs singularités propres, ces controverses retentissent comme des leçons de modestie quant à la toute puissance des « Modernes ». Elles se font le relai de la pensée de la complexité. Cette dernière n'a pas attendu la fin du XX^e siècle pour s'imposer dans les théories de la société et dans les pratiques sociales. Elle se manifeste au tournant des XIX^e et XX^e siècles, autour de la substitution de la différenciation fonctionnelle à la différenciation stratifiée, tant chez Durkheim que chez Weber, les deux figures de proue de la sociologie naissante en France et en Allemagne. Bien que confiants en l'avenir, ces derniers n'hésitent pas à faire part de leurs craintes quant à l'intégration de la société. Alors que la différenciation stratifiée assure cette dernière par l'entremise d'un sommet ou d'un centre, la différenciation fonctionnelle, associée au polythéisme des valeurs par Weber, fait voler en éclat cette perspective. Chez

Durkheim, c'est autour du concept d'anomie que l'unité problématique de la société est thématisée. Depuis, la question ne cesse d'interroger les observateurs de la société. Pour un théoricien des systèmes comme Luhmann, l'unité de la société est une illusion, une chimère, un horizon qui s'éloigne à mesure qu'on s'en rapproche. Selon la formule consacrée – la société est l'unité de la différence système, environnement – si le concept de société est sauf, aucune réalisation concrète ne peut prétendre rendre compte de cette unité. Pour des sociologues plus « pragmatiques », l'unité de la société est à construire ici et maintenant. Jamais totalement réalisée, elle s'effectue par l'entremise des actions réciproques et à l'épreuve des situations. De Simmel aux interactionnistes actuels, en passant par les travaux de l'École de Chicago, cette conception est également présente dans la théorie de l'agir communicationnel développée par Habermas. Elle se poursuit dans les réflexions consacrées aux processus de relocalisation chez Beck et Giddens, aux négociations entre différentes cités chez Boltanski et Thévenot ou aux médiations entre humains et non-humains dans la formation de réseaux hybrides chez Latour. Si l'on peut saluer la richesse de l'imaginaire sociologique pour rendre compte des efforts des humains pour avoir prise sur le cours des choses, force est de constater que l'agir en matière de dynamiques sociales et environnementales demeure bien incertain pour reprendre l'intitulé de l'ouvrage collectif de Callon, Lascoumes et de Barthe. Les contributions au colloque témoignent toutes de ce souci. Elles ont exploré les marges de manœuvre des humains, des organisations et des institutions en situation de changements climatiques annoncés. Ce faisant, elles ont peu ou prou rendu compte des difficultés à repérer des dynamiques sociales, à les relayer et *a fortiori* à les impulser.

4. Le projet comme figure du chef d'orchestre par excellence de l'action distribuée

- 13 Ce qui ressort *in fine* de cette exploration collective, c'est l'importance d'un tiers susceptible de fédérer les énergies. Ce tiers, généralement associé au politique ou à l'engagement, peut prendre l'aspect d'un acteur charismatique, voire d'une entité abstraite mais capable de personnification. Ces options ont été illustrées par les communications de Sharam Alijani (université de Reims Champagne-Ardenne), d'Amandine Amat (Insa de Strasbourg), de Laurence Créton-Cazanave (université Paris-Est Marne-la-Vallée) ou d'Emiliano Scanu (université Laval). L'entrée par le projet s'est finalement imposée comme une figure qui s'affranchit à la fois des échelles concernées et des paradigmes mobilisés. Ce cadrage intègre tout aussi bien l'hypothèse d'une intentionnalité, voire d'une intersubjectivité, que celle de communications généralisées qui créent une musique de fond susceptible de faire entrer l'ensemble d'un système en résonance. Cette proposition n'est pas sans évoquer les risques de manipulation, d'instrumentation ou de capture des différents sous-systèmes ou des territoires et acteurs sous influence. Elle fait écho à l'intérêt de constituer des monopoles d'information, autre manière d'entrer en action, pour contrôler les récits susceptibles d'irriter les systèmes, d'animer les territoires et de convaincre les acteurs. L'intérêt de la notion de projet, qu'on peut qualifier d'« objet frontière », est de concilier les théories de l'action et les approches systémiques. Elle préserve la possibilité d'un dialogue sans avoir à faire des concessions sur des attachements épistémologiques non-négociables.

Conclusion

- 14 Par-delà les attachements théoriques des participants, dont il a été peu question sinon en creux, les discussions ont contribué à l'éloge du tiers. Les discussions n'ont pas tourné autour des motifs théoriques comme le fait de s'entendre pour situer la résilience du côté de l'action, distribuée ou non entre acteurs et actants, ou du côté d'un système se reprogrammant au gré des irritations qui opèrent dans son environnement. Les contributions au colloque se sont accordées pour reconnaître l'importance du tiers susceptible de mettre en mouvement les acteurs et les systèmes. Cette figure s'est imposée comme celle dont dépend *in fine* la métamorphose sociale à laquelle la résilience fait écho. Le tiers s'impose comme la figure qui parvient à un moment donné à incarner le collectif, soit à incarner cette *réalité sui generis*, encore désignée de société, qui soude les humains et les fait coopérer pour le bien commun. Selon cette formulation aux accents très durkheimniens, la résilience équivaut au principe de solidarité et de coopération dont les Modernes sont désespérément en quête depuis que la raison et le logos ont fait voler en éclat l'illusion de la communauté et de la fusion. Le tiers, susceptible de revêtir les habits d'un récit ou d'un projet, est sujet à toutes sortes de pressions, d'interprétations et de distorsions. Raison de plus pour entreprendre un travail d'analyse des discours qui réalisent des synergies entre humains et non humains et des montées en collectifs au nom de la résilience et de l'adaptation aux changements climatiques.
-

NOTES

1. L'événement a été organisé par Florence Rudolf, sociologue-urbaniste, professeure des universités à l'INSA de Strasbourg et Bruno Barroca, architecte DPLG, maître de conférences en génie urbain à l'université Paris-Est Marne-la-Vallée. Il prend place dans l'ANR SECIF, coordonnée par Pascale Braconnot, et fera l'objet de la publication d'un ouvrage collectif aux Presses Universitaires de Laval à l'automne 2015.

RÉSUMÉS

La promotion des politiques d'adaptation, adossée à l'essor de la notion de résilience, change-t-elle la lecture de la société du risque telle que développée par Beck et Giddens ? Selon cette dernière, les nouveaux risques qu'affrontaient les Modernes étaient imputables aux effets de capture engendrés par l'imaginaire de la maîtrise et les réalisations entreprises en son nom. Une des conséquences de ces analyses étaient que l'aspiration au risque zéro entretenait une dynamique infernale plutôt de la contenir. Que pensez de la promotion de la résilience ? Avec

quel type d'imaginaire se confond-t-elle ? Correspond-t-elle à une régression du processus de réflexivité qui semblait caractériser la modernité tardive ou à la promotion d'un nouveau principe d'action ? Ce questionnement a configuré et animé les échanges consacrés aux opérations d'aménagement, d'urbanisme et d'architecture pour faire face aux conséquences des changements climatiques sur les territoires exposés. Alors que la référence à la résilience n'était pas cœur de l'élaboration du programme elle s'est de fait imposée au travers du colloque « Changements climatiques et aménagements urbains : quels discours, quelles expériences à l'échelle urbaine ? », 82^e congrès de l'Acfas, 15 et 16 mai 2014, Université Concordia à Montréal.

The rising of adaptation policies, connected to the buzzword resiliency, does it modify the understanding of risk issues as it has been developed in the continuity of the analysis of risk society, proposed by Beck and Giddens? Following these authors, risk issues are the consequences of the control obsession of the Moderns. Therefore, the emancipation of this imaginary, through the increasing of reflexivity, appeared as the first step for a risk policy. How far does the rising of resilience sign a return to an ideology of control or a temptation for new principles of action ? How far does the enthusiasm for resilience correspond to a backlash in comparison to the late modernity or not ? This question was in the core of the communications about the framing of urban spaces and buildings to face climate changes, which have taken place at the congress of Acfas in may 2014 at the University of Concordia in Montreal.

INDEX

Mots-clés : risque, résilience, adaptation, agentivité, théories de l'action et théorie des systèmes

Keywords : risk, resilience, adaptation, agentivity, theories of action, system theory

AUTEUR

FLORENCE RUDOLF

Florence Rudolf, Professeure des universités, Département d'architecture, Insa de Strasbourg, Amup (EA 7309), florence.rudolf@insa-strasbourg.fr